



Sommet pancanadien de l'économie citoyenne 2010

PROGRAMME DU **SOMMET** Du 30 mai au 1^{er} juin 2010 – Ottawa, Ontario



CANADIAN
CO-OPERATIVE
ASSOCIATION



ASSOCIATION
DES COOPÉRATIVES
DU CANADA



CAUSEWAY



COMITE D'ORGANISATION DU SOMMET

JOHN ANDERSON
Association des coopératives du Canada

RUPERT DOWNING
Centre canadien d'économie sociale

TIM DRAIMIN
Causeway Social Finance

ADAM JAGELEWSKI
Causeway Social Finance

DIANA JEDIG
Réseau canadien de DÉC

DAVID LEPAGE
Enterprising Non-Profits et Conseil pour les entreprises sociales du Canada

MIKE LEWIS
Centre canadien pour le renouveau communautaire et BC/Alberta Research Alliance on the Social Economy

ANNIE MCKITRICK
Centre canadien d'économie sociale

IAN MACPHERSON
Centre canadien d'économie sociale

NANCY NEAMTAN
Chantier de l'économie sociale

JESSICA NOTWELL
Conseil économique des femmes

YVON POIRIER
Comité international, Réseau canadien de DÉC

MICHAEL TOYE
Réseau canadien de DÉC

COORDINATION DES DOCUMENTS THÉMATIQUES DU SOMMET

Finance et investissement

JESSICA NOTWELL
Conseil économique des femmes

MIRI KATZ
Causeway Social Finance

Développement d'entreprises

JOHN ANDERSON
Association des coopératives du Canada

NANCY NEAMTAN
Chantier de l'économie sociale

Revitalisation locale

MICHAEL TOYE
Réseau canadien de DÉC

Organisation du marché de l'économie sociale

DAVID LEPAGE
Enterprising Non-Profits

Renforcement du mouvement

RUPERT DOWNING
Centre canadien d'économie sociale

Bâtir une économie citoyenne mondiale

YVON POIRIER
Comité international, Réseau canadien de DÉC

Vers une économie citoyenne

En 2008, plusieurs réseaux et organismes ont tenu une série de discussions ayant pour objectif l'organisation d'un Sommet pancanadien de l'économie citoyenne. Depuis longtemps déjà, les mouvements des coopératives, des caisses de crédit et d'épargne, de l'économie sociale, du développement économique communautaire (DÉC) ainsi qu'une grande partie du secteur sans but lucratif avaient à cœur de bâtir une économie citoyenne. L'ensemble de ces secteurs partage, en effet, une histoire commune : la lutte contre la misère, l'appauvrissement et les inégalités.

Au vu de l'instabilité financière et économique mondiale, des enjeux liés à la sécurité énergétique, alimentaire et de l'eau, dans le contexte du changement climatique, ainsi que de la rareté croissante du pétrole, il est impératif de prioriser les composantes sociale et environnementale du concept du triple résultat afin de bâtir un avenir viable et durable, et ce, à l'échelle locale et mondiale.

L'innovation citoyenne a créé un large éventail d'outils et de stratégies qui démontrent qu'un autre monde est en effet possible. La liste suivante n'illustre que quelques-unes de ces innovations : des instruments de financement novateurs destinés aux entreprises sociales et sans but lucratif; une nouvelle vague de coopératives, dont celles à partenaires multiples, qui créent des solutions novatrices dans des secteurs sociaux et économiques variés; des approches sur mesure visant à intégrer des populations à haut risque sur le marché du travail par le biais d'entreprises qui combinent trois sources financières : leurs propres revenus auxquels s'ajoutent progressivement des financements public et privé; des projets du secteur coopératif et sans but lucratif qui facilitent l'accès aux logements abordables; des initiatives communautaires d'énergie renouvelable, de réduction du carbone et d'économie d'énergie; des approches globales axées sur les collectivités ciblant la revitalisation communautaire et la réduction de la pauvreté.

Étant donné la gravité des enjeux avec lesquels sommes aux prises, le renforcement et l'augmentation de ces instruments d'innovations efficaces s'imposent d'urgence.

C'est exactement ce qu'entend faire le Sommet pancanadien de l'économie citoyenne. En réunissant des partenaires clés pour la première fois à l'occasion d'un événement conjugué et en établissant des liens avec de nouveaux intervenantes et intervenants qui partagent en grande partie notre vision, le Sommet vise à mobiliser les réseaux et les organismes existant autour d'un plan d'action commun. De plus, le Sommet veut consolider les recherches menées par le Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale et reconnaît l'importance de la recherche dans notre développement continu.

Les ébauches des documents publiés en mars 2010 traitant des six thèmes du Sommet ont entamé un large processus de communication et d'engagement. Les rencontres en personne, les séances de téléapprentissage et les contributions en ligne via le wiki ont permis de renchérir ces documents de commentaires et de rétroactions. Ainsi, les recommandations mises à jour sont examinées à l'occasion du Sommet.

C'est maintenant au tour des participantes et des participants du Canada et du reste du monde de faire du Sommet pancanadien de l'économie citoyenne un succès partagé. Nous espérons que ces deux jours d'activités permettront aux participantes et aux participants de nouer de nouveaux liens, de faire la connaissance de nouveaux alliés et de renforcer notre détermination à agir. Enfin, nous espérons que le Sommet inspirera tous les participantes et les participants à continuer la construction d'une économie citoyenne, concept de base de communautés inclusives et durables.

Nous tenons à vous remercier pour vos contributions et vous souhaitons de passer un très agréable Sommet!

Sommet pancanadien de l'économie citoyenne 2010

PROGRAMME DES 3 JOURS

Mis à part les ateliers thématiques simultanés, toutes les activités du Sommet ont lieu dans les salles principales des plénières, soit le Carleton Alumni Hall et le Sports Centre. Les lieux des ateliers thématiques sont indiqués dans ce programme au début de chaque résumé d'atelier.

DIMANCHE 30 MAI 2010

9 h – 12 h

Activité précédant le Sommet : L'économie citoyenne : application de l'analyse selon le sexe

13 h – 16 h

Activité précédant le Sommet : Assemblée générale annuelle du Réseau canadien de DÉC

19 h – 21 h

Soirée d'ouverture avec les conférenciers **d'honneur suivants** :

- **Raj Patel**, auteur de *Stuffed and Starved* et de *The Value of Nothing*, figurant parmi les bestsellers du New York Times;
- **Ken Delaney** (Métallos) et **Michael Peck** (Mondragon International), représentants du nouvel accord de collaboration entre la plus grande coopérative de travailleuses et de travailleurs au monde et le plus important syndicat industriel d'Amérique du Nord.

LUNDI 31 MAI 2010

8 h 45 – 9 h

Mot de bienvenue, **Ted Jackson**, Faculté des affaires publiques, Université Carleton

9 h – 9 h 15

L'hon. **Jean-Pierre Blackburn**, ministre des Anciens Combattants et ministre d'État (Agriculture)

9 h 15 – 10 h 15

Portrait de l'économie citoyenne

- **Nancy Neamtan**, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale;
- **Ian MacPherson**, chercheur principal et codirecteur du Centre canadien d'économie sociale, historien du mouvement coopératif;
- **Carlos Amorín**, Union internationale des travailleurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes – Amérique latine.

10 h 15 – 10 h 45

Pause

10 h 45 – 12 h

Aperçu des thèmes du Sommet

12 h – 13 h 30

Lunch-réseautage

Commandité par **Assiniboine** CREDIT UNION

13 h 30 – 16 h 30

Ateliers thématiques simultanés

MARDI 1^{ER} JUIN 2010

9 h – 10 h 30

Plénière – Compte rendu sur les résultats et recommandations des ateliers

10 h 45 – 11 h

L'hon. **Michael Ignatieff**, chef du Parti Libéral du Canada

11 h 00 – 12 h

Perspectives d'action intersectorielles avec **David Berge**, Vancity Credit Union, et **Susan Tanner**, Réseau canadien de l'environnement

12 h – 13 h 30

Lunch-réseautage

13 h 30 – 15 h 30

Proposition de déclaration et d'engagements : discussion en plénière

15 h 30 – 16 h

Conclusion et lancement de la déclaration et du plan d'action de l'économie citoyenne



Atelier 1

LUNDI 31 MAI, 13 H 30 – 16 H 30

MINTO BELL THEATRE

Finance et investissement

Au Canada, les entreprises sans but lucratif constituent un important secteur économique en pleine croissance. Elles enregistrent en effet un montant annuel de dépenses s'élevant à 120 milliards de dollars. Ce montant est supérieur aux secteurs canadiens du commerce de détail, de l'exploitation minière ou du pétrole et du gaz. Cependant, le secteur accuse un grave sous-financement et une insuffisance criante de capitaux par rapport aux besoins auxquels il doit répondre et aux possibilités qui se présentent à lui. En effet, les revenus provenant des dons et des aides financières du gouvernement ne suffisent pas à financer les services de bienfaisance subventionnés. Par ailleurs, le manque d'investissement de capitaux ne permet pas au secteur d'étendre les modèles d'entreprise nécessaires à l'exécution de ses missions. D'une manière générale, les organismes sans but lucratif ont très peu accès à l'ensemble des instruments financiers dont disposent les entreprises privées. Le gouvernement et les organismes philanthropiques n'ont qu'une capacité limitée à satisfaire ce besoin, surtout dans la conjoncture économique, qui rend encore plus pressante la nécessité de trouver de nouveaux moyens de financer l'innovation sociale et environnementale.

Il importe de permettre à ces organismes d'économie sociale d'avoir accès à de nouvelles sources de capitaux afin de garantir leur capacité à innover, à accroître la portée des solutions efficaces, à élargir leurs services et leurs programmes et à en approfondir les répercussions. L'acquisition de capitaux privés demeure la meilleure stratégie pour favoriser la croissance continue de ce secteur, de sorte qu'il réponde aux nouveaux besoins des citoyennes et des citoyens ou encore qu'il innove davantage dans sa façon de relever les défis actuels.

Sur la scène internationale, la finance sociale, et les entreprises qu'elle soutient, s'avère un moyen efficace d'exploiter les capitaux privés de façon à générer des profits publics à grande échelle, donnant ainsi aux organismes sans but lucratif les plus entreprenants, aux coopératives et aux entreprises sociales les ressources et la latitude nécessaires pour innover et accroître leur rayon d'action. À l'heure où les différents ordres de gouvernement du Canada envisagent de faire de nouveaux investissements significatifs dans l'infrastructure afin de stimuler l'économie et de mettre en œuvre des réformes réglementaires visant les pratiques, les institutions et les marchés financiers, le moment est venu d'examiner comment nous pourrions procéder à des investissements parallèles dans l'infrastructure sociale par le truchement de changements stratégiques, réglementaires et institutionnels qui favoriseraient la croissance d'un marché de la finance sociale. Ce marché serait à la fois efficace et attrayant pour les investisseurs institutionnels et privés et faciliterait les contacts entre ces investisseurs potentiels et les entreprises sociales.

Présentations de l'atelier

PRÉSIDENCE

TIM DRAIMIN
Social Innovation Generation/
Causeway Social Finance

JESSICA NOTWELL
Conseil économique des
femmes

PERSONNES-RESSOURCE

SETH ASIMAKOS
Réseau d'investissement
communautaire du Canada,
Coopérative

JACQUES CHAREST
Fiducie du Chantier de
l'économie sociale

GEORGE KARAPHILLIS
Université du Cap-Breton

ANNE KETTENBEIL
Réseau québécois du crédit
communautaire

MARGIE MENDELL
Université Concordia

NORA SOBOLOV
Intersol

RECOMMANDATION 1

Accroître l'investissement direct public et privé dans le renforcement des capacités de l'entreprise sociale, la création d'emplois et le soutien social et durable pour soutenir l'innovation axée sur les répercussions.

RECOMMANDATION 2

Mettre en place les mesures fiscales, réglementaires et de renforcement des capacités appropriées à l'intention du secteur de l'économie sociale, notamment les suivantes :

- Le développement d'un régime d'investissement coopératif fédéral;
- Fonds de capital patient à l'intention des coopératives et organismes sans but lucratif;
- Aide publique coordonnée et durable au développement économique communautaire et reconnaissance des organismes de DÉC en tant qu'acteurs clés de l'emploi et du développement économique;
- Adoption d'une loi canadienne sur les entreprises communautaires s'inspirant des meilleures innovations juridiques mises en place récemment au Royaume-Uni et aux États-Unis;
- Création d'un réseau pancanadien des sociétés de développement communautaire et de revitalisation des quartiers;
- Mise sur pied d'une fiducie pour les entreprises sociales;
- Mise en œuvre d'une stratégie d'approvisionnement visant à maximiser les effets positifs des achats effectués par le gouvernement fédéral sur l'environnement, l'économie et la société.
- Donner au programme de l'Initiative de développement des coopératives un statut permanent accompagné de ressources correspondant à la demande du secteur.

RECOMMANDATION 3

Reconnaître la situation économique particulière des groupes défavorisés du Canada, y compris les femmes, les jeunes, les nouveaux arrivants et les peuples autochtones, et mettre en œuvre des politiques visant à garantir l'accès équitable à la sécurité économique

- Respecter et internaliser, dans les politiques et programmes, la vision du monde des peuples autochtones dans toute sa diversité et faire participer ces populations à la prise de décisions.
- Effectuer une analyse selon le sexe de chaque dollar investi pour garantir un soutien efficace et équitable à l'emploi et à la sécurité économique des femmes.
- Soutenir financièrement les programmes holistiques, y compris un ensemble complet de services d'emploi et préalables à l'emploi adaptés aux réalités des femmes, des jeunes, des nouveaux arrivants et des peuples autochtones.

RECOMMANDATION 4

Élaborer une stratégie canadienne de lutte contre la pauvreté dotée de cibles, délais et ressources

Cette stratégie inclut des investissements dans l'économie sociale et le DÉC axé sur les femmes en tant que mécanismes efficaces et durables d'élimination de la pauvreté.

RECOMMANDATION 5

Concevoir, mettre en place et maintenir un programme national, universel, accessible et abordable de garderies de qualité

Atelier 2

LUNDI 31 MAI, 13 H 30 – 16 H 30

ALUMNI HALL

Développement d'entreprises

La mise en place d'une économie citoyenne dépend de la création, de la consolidation et de la croissance d'entreprises dont les principaux objectifs sont de répondre aux besoins et aspirations des citoyennes et des citoyens des collectivités du pays. Les entreprises sociales, qui, au Canada, incluent les coopératives et diverses entreprises sans but lucratif, jouent aujourd'hui, comme par le passé, un rôle clé dans l'économie canadienne et dans sa transformation en une économie citoyenne. Ce troisième secteur d'entreprises, après les sociétés privées et publiques, est notable dans un grand nombre de secteurs d'activités au Canada, notamment la vente de détail, les services bancaires, le logement, les garderies, l'assurance, l'agriculture et dans de nouveaux domaines tels que les services sociaux. Même si, au Canada, le secteur de l'entreprise sociale est important et impressionnant par rapport à de nombreux pays, il demeure tout de même modeste comparé aux secteurs public et privé traditionnels.

Dans la situation économique actuelle, nous croyons qu'il est véritablement possible de rebâtir et de stimuler notre économie suite à la récession la plus importante depuis plusieurs décennies, en employant davantage les outils de l'entreprise sociale pour créer de nouveaux emplois, préserver les emplois existants et assurer que les emplois demeurent dans nos collectivités, grandes et petites. En fait, les entreprises sociales se sont révélées plus durables que les PME traditionnelles. C'est ce que montre le rendement des fonds d'investissement spécialisés dans le financement des entreprises d'économie sociale au Québec.

Même si les membres de la collectivité sont la principale force créatrice associée à la mise sur pied de nouvelles entreprises sociales et à la croissance des entreprises existantes, ces nouveaux outils et instruments, conjuguant rendements social et financier, nécessitent des contributions et des investissements des acteurs privés et publics. L'expérience des pays de l'OCDE a montré que les cadres institutionnels et juridiques d'habilitation sont les piliers à partir desquels ces activités peuvent voir le jour et croître. Ainsi, nous croyons que tous les ordres de gouvernement peuvent jouer un rôle clé dans l'essor de l'entreprise sociale.

Présentations de l'atelier

PRÉSIDENCE

JOHN ANDERSON

Association des coopératives du Canada

NANCY NEAMTAN

Chantier de l'économie sociale

PERSONNES-RESSOURCE

PATRICK DUGUAY

Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides

LOU HAMMOND KETILSON

Université de la Saskatchewan

RECOMMANDATION 1

Encourager l'entreprise sociale à jouer un rôle plus important dans les stratégies immédiates de revitalisation de l'économie

Les politiques et programmes du gouvernement fédéral doivent garantir un rôle plus important aux organismes sans but lucratif, aux entreprises sociales et aux coopératives dans la stratégie de revitalisation d'aujourd'hui. On peut mettre en place des mécanismes qui intègrent les entreprises sociales et des organismes d'économie sociale dans toutes les stratégies de développement industriel. Les entreprises sociales peuvent jouer un rôle essentiel dans la création d'emplois destinés aux résidentes et aux résidents des quartiers centraux des grandes villes et des régions rurales, aux nouveaux arrivants, aux personnes handicapées, aux membres des populations autochtones et aux autres citoyennes et citoyens marginalisés.

RECOMMANDATION 2

Conclure des partenariats avec les gouvernements pour garantir le développement d'une économie citoyenne plus forte

Comme nous l'avons mentionné dans la section précédente, nous devons réaliser des partenariats avec tous les ordres de gouvernements pour nous assurer que les entreprises sociales, y compris les coopératives et les organismes sans but lucratif, ont accès aux programmes gouvernementaux qui peuvent contribuer au développement du secteur. Le secteur de l'entreprise sociale ne considère pas les partenariats comme unilatéraux. Au contraire, il est même prêt à investir ses propres ressources, qu'il s'agisse de capitaux, de temps ou d'énergie, pour garantir la réussite de cette stratégie.

RECOMMANDATION 3

Renforcer les réseaux et la collaboration entre les entreprises sociales

Les entreprises sociales misent sur la collaboration plutôt que sur la concurrence. Ainsi, l'une des principales forces de l'économie citoyenne est sa capacité à bâtir des réseaux à l'échelle locale, nationale et internationale. Ces réseaux canadiens sont également en contact avec des réseaux mondiaux qui jouent un rôle de plus en plus important sur la scène internationale. Les réseaux jouent un rôle clé en créant des outils communs, en facilitant un apprentissage mutuel et en participant à la négociation de politiques publiques appropriées. Le soutien et la reconnaissance de ces réseaux constituent une composante importante du développement stratégique de l'entreprise sociale. Une autre façon de renforcer l'entreprise sociale est d'accroître les activités entre entreprises au sein du secteur. L'intensification des échanges commerciaux entre les entreprises d'économie sociale représente un potentiel de croissance important. Au cours des prochaines années, on envisage d'employer, en priorité, de nouveaux instruments tels qu'Internet et les portails d'achats afin de soutenir les activités de plus en plus nombreuses entre ces entreprises.

Atelier 3

LUNDI 31 MAI, 13 H 30 – 16 H 30

AZRIELI THEATRE 301

Revitalisation locale

Dans le passé, de nombreuses communautés déploraient l'inefficacité des investissements publics destinés à réduire l'exclusion sociale. Les mesures macroéconomiques visant à augmenter la productivité et la compétitivité ont eu peu de répercussions sur la situation économique et le statut des quartiers défavorisés, sur les régions qui accusent du retard et sur les populations défavorisées. Néanmoins, certaines collectivités élaborent des stratégies efficaces de lutte contre la récession et bâtissent des communautés dynamiques et en santé.

L'économie sociale est un acteur essentiel des stratégies multisectorielles visant à améliorer les conditions locales. Au niveau territorial, de nombreuses collectivités utilisent le développement économique communautaire (DÉC) pour mettre en œuvre leurs propres solutions aux problèmes économiques, solutions qui renforcent les capacités communautaires à long terme et favorisent l'intégration des objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

Le DÉC tient compte du fait que le développement durable nécessite une approche intégrée des problèmes communautaires complexes. Il encourage les membres de la communauté à prendre leur avenir en main en procédant à un renouvellement systématique conçu et mené localement. Les priorités stratégiques du DÉC comprennent des changements économiques structurels, la propriété locale des ressources, le développement social, la gérance de l'environnement, le développement du marché du travail et l'accès au capital.

Le rôle fondamental des collectivités est au centre d'une meilleure vue d'ensemble d'un développement social et économique efficace.

Présentations de l'atelier

PRÉSIDENCE

MICHAEL TOYE
Réseau canadien de DÉC

PERSONNES-RESSOURCE

BOB ANNIS
Université de Brandon

AL HATTON
Centraide Canada

JEAN-FRANÇOIS LALONDE
Corporations de développement économique communautaire du Québec

RAY WANUCH
Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones

RECOMMANDATION 1

Élaborer des politiques locales qui offrent un soutien à long terme aux initiatives de développement communautaire

Le développement économique communautaire (DÉC) est un processus de prise en charge à long terme qui aide les collectivités à se prendre en main grâce à une approche intégrée de revitalisation communautaire comportant des objectifs sociaux, économiques, culturels et environnementaux. Étant donné que les communautés ont des besoins différents et des étapes du cycle de développement propres à chacune d'entre elles, les

priorités varient d'une collectivité à l'autre, depuis les premières étapes de la mobilisation et de la planification de la communauté jusqu'aux investissements majeurs en développement et en fonctionnement. Il est donc nécessaire d'avoir accès à un financement pluriannuel qui tient compte de la nature à long terme caractérisant le DÉC.

RECOMMANDATION 2

Offrir un soutien souple aux organismes de DÉC et au renforcement des capacités communautaires

Suivant l'approche intégrée du développement économique et social, les budgets des organismes de DÉC proviennent de diverses sources de financement. Ces organismes ont besoin d'un modèle de financement souple qui laisse place à une grande variété d'initiatives (formation, logement, stratégies de développement social, planification stratégique, développement de l'entreprise, etc.) et qui tient compte du fait que les priorités peuvent varier d'une collectivité à l'autre et d'une année à l'autre.

RECOMMANDATION 3

Améliorer l'accès aux données locales

Afin de mieux cerner les défis et les opportunités des communautés et de suivre l'évolution des conditions locales dans le temps, il est indispensable d'avoir accès aux données locales ainsi que la capacité à les analyser. Les Rapports sur les collectivités, initiative du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, représentent un modèle puissant intégrant les données de Statistiques Canada aux renseignements du gouvernement provincial pour de nombreuses régions administratives. Transférer ce programme une fois adapté à d'autres provinces, comme c'est actuellement le cas en Nouvelle Écosse, établirait le fondement pour une planification améliorée et basée sur des données probantes à l'échelle locale.

RECOMMANDATION 4

Renforcer l'engagement citoyen, la gouvernance des organismes et la mobilisation du public

Une des raisons du succès des efforts de revitalisation locale est sa forte capacité à mobiliser et à maintenir la participation citoyenne. Les modèles de pratiques efficaces en matière de gouvernance, la responsabilisation des intervenantes et des intervenants et l'engagement du public sont nécessaires afin d'augmenter le soutien du grand public pour ces approches et d'améliorer et de consolider les mécanismes de communication des rapports. Les modèles de gouvernance varient beaucoup d'une région à l'autre du Canada. Une démarche plus proactive en matière de partage d'information sur ce qui fonctionne ou non permettrait de renforcer la base citoyenne des pratiques de revitalisation territoriale.

Atelier 4

LUNDI 31 MAI, 13 H30 – 16 H 30

AZRIELI THEATRE 102

Organisation du marché de l'économie sociale

Le marché des biens et des services joue un rôle essentiel dans la construction d'une économie citoyenne. La principale chaîne d'approvisionnement actuelle se base uniquement sur la valeur de l'échange financier. C'est-à-dire qu'il s'agit purement et simplement de choisir le meilleur prix (le plus souvent, le plus bas) pour le produit recherché (qui respecte les spécifications). Toutefois, dans une économie durable, l'échange est basé sur la valeur économique, la valeur du produit et la création de valeurs sociales, environnementales et culturelles. Par conséquent, dans l'économie sociale, l'achat découle d'une analyse plus complète du processus d'échange, car on tient compte de la valeur combinée du prix, du produit et de l'apport communautaire.

Sur le marché, chaque achat a des répercussions en chaîne et un effet multiplicateur, que ce soit intentionnel ou non. L'achat intentionnel ciblant les commerces d'économie sociale est le moyen le plus efficace de bâtir une économie citoyenne et des collectivités en santé. La mise en œuvre de politiques d'approvisionnement et des pratiques d'achat des trois ordres de gouvernement, des organismes sans but lucratif et du secteur privé visant les biens et services des entreprises d'économie sociale produirait un effet d'entraînement mixte qui créerait une économie forte et des collectivités durables. À cette fin, il est nécessaire de mettre sur pied des campagnes de marketing, de jumeler des acheteurs et des fournisseurs et d'offrir des incitatifs appropriés pour encourager la participation à un nouveau modèle de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Augmenter la « demande » de biens et de services offerts par les entreprises d'économie sociale repose sur le renforcement de leurs capacités, l'accès au capital et la mise en place d'un cadre stratégique approprié.

Changer les pratiques relatives à la principale chaîne d'approvisionnement actuelle constitue un élément essentiel à l'élaboration d'une économie durable sur le plan environnemental et efficace sur le plan social.

Présentations de l'atelier

PRÉSIDENCE

DAVID LEPAGE
Enterprising Non-Profits

PERSONNES-RESSOURCE

JJ MCMURTRY
Université York

BRENDAN REIMER
Réseau canadien de DÉC

RECOMMANDATION 1

Renforcer la capacité des fournisseurs de l'économie sociale pour répondre aux débouchés de plus en plus importants

Cet objectif peut être atteint en perfectionnant les compétences en affaires, en soutenant les fournisseurs dans leur adaptation au marché et en garantissant l'accès à un capital d'investissement approprié.

RECOMMANDATION 2

Créer un ensemble de politiques publiques qui soutiennent les politiques d'approvisionnement et les pratiques d'achat auprès des entreprises d'économie sociale

Intégrer l'évaluation de la valeur sociale dans les critères et l'évaluation des soumissions, réserver un marché aux entreprises sociales, intégrer le dégroupage aux contrats, et reconnaître la sous-traitance à des entreprises sociales sont autant de moyens de réaliser cet objectif.

RECOMMANDATION 3

Établir et maintenir de nouveaux rapports sur le marché et de nouvelles relations commerciales avec les acheteurs des secteurs privé et public et améliorer les relations existantes

Pour ce faire, il faut faciliter l'accès aux débouchés de la chaîne d'approvisionnement, en particulier lorsque ces débouchés respectent les principes et les pratiques de la responsabilité sociale des entreprises, et encourager les organismes d'économie sociale à s'approvisionner auprès d'entreprises d'économie sociale.

RECOMMANDATION 4

Mettre sur pied des services intermédiaires dans le but de faciliter l'accès au marché et la présence sur les marchés

Cet objectif peut être atteint par le biais de portails d'achat, de services favorisant les relations commerciales entre entreprises, de la création de réseaux et de services de soutien. Les activités d'approvisionnement du gouvernement, du secteur privé et des organismes sans but lucratif constituent un facteur important et un élément incontournable de l'édification d'une société plus forte et plus équitable.

Atelier 5

LUNDI 31 MAI, 13 H 30 – 16 H 30

AZRIELI THEATRE 101

Renforcement du mouvement vers l'économie citoyenne

L'économie sociale joue un rôle unique, car elle répond aux besoins de développement social, économique, environnemental et humain des personnes, des collectivités, des nations et du monde. L'augmentation de la pauvreté, le changement climatique, l'accroissement des inégalités sociales et l'échec d'un grand nombre de politiques économiques exigent de nouvelles approches et de nouveaux modèles qui contribuent à bâtir une économie citoyenne. Partout dans le monde, il est indispensable de réformer nos systèmes afin de survivre à ces enjeux. Toutefois, les études montrent que le Canada prend du retard par rapport à d'autres pays en matière de politique publique et d'autres mécanismes destinés à maximiser les retombées de l'économie sociale. De nouveaux mécanismes innovateurs de collaboration, de gouvernance et de coconstruction d'une politique publique favorables au secteur sont apparus et se sont révélés être la clé du succès au Canada et dans d'autres pays. Le renforcement et l'amélioration de ces mécanismes constituent un programme clé qui comprend la mise en place de structures de propriété du secteur réunissant les composantes de l'économie sociale dans un effort de collaboration fondé sur des valeurs communes

Les médias grand public et les institutions véhiculent un message selon lequel l'économie est la principale force qui sous-tend les moyens de subsistance. Il est donc important de présenter une autre vision sociétale de l'économie dans laquelle celle-ci constitue un moyen d'atteindre un ensemble plus vaste et plus complet d'objectifs répondant aux besoins des personnes et des écosystèmes. Les acteurs de l'économie sociale bénéficient de l'avantage d'être les seuls à adopter une telle vision. Ainsi, il est d'autant plus important de résoudre les différends qui les divisent dans le but de renforcer cette vision et ses moyens de production grâce à des systèmes de collaboration solides, à l'augmentation du financement, à des modèles de gouvernance efficaces, et à la coconstruction de politiques publiques qui soutiennent le mouvement et ses objectifs.

Présentations de l'atelier

PRÉSIDENTE

RUPERT DOWNING
Centre canadien d'économie sociale

PERSONNE-RESSOURCE

MIKE LEWIS
Centre canadien pour le renouveau communautaire

RECOMMANDATION 1

Mettre en place une table ronde pancanadienne sur le développement d'une économie citoyenne, représentant les intérêts des praticiennes, des praticiens, des chercheuses, des chercheurs, des travailleuses, des travailleurs et des membres de la société civile

Cette table ronde s'engagerait à respecter la déclaration qui sera rédigée à la fin du Sommet. Elle constituerait un organisme de prises de décision et de planification démocratiques et collaboratives dans le cadre d'activités visant à unifier le mouvement et à organiser des initiatives, et ce, sans limiter les champs de compétences des organismes membres.

RECOMMANDATION 2

Élaborer et mettre en œuvre un plan pancanadien de communication visant à encourager les citoyennes et les citoyens à soutenir les organismes d'économie sociale, leurs biens et leurs services partout au Canada

Le plan comprendrait des outils que les organismes locaux pourraient utiliser pour se faire connaître dans le cadre d'un mouvement plus vaste en intégrant des messages communs et des annonces dans les médias. Ce plan pourrait s'appuyer sur les campagnes d'autres mouvements, tels que Villes en transition et Fair Trade Towns et initier une semaine pancanadienne d'activités de soutien à l'échelle locale, régionale et provinciale.

RECOMMANDATION 3

Créer un espace pour les groupes populaires participant aux activités de l'économie sociale (coopérantes/coopérants, bénéficiaires de services, fournisseurs de services, activistes, étudiantes/étudiants, etc.) propice aux réflexions sur la façon dont ils entrevoient leur avenir dans une économie citoyenne et à l'organisation de leurs propres projets au sein de cette économie.

RECOMMANDATION 4

Poursuivre le travail entrepris par le Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale par le biais de projets de recherche initiés par les organismes membres afin de combler les lacunes en matière de connaissances et de répondre aux besoins en matière de pratiques et de politiques.

Cette proposition serait coordonnée par la table ronde ou par un sous-groupe de recherche créé à cette fin. Il s'agirait également de créer un nouveau programme de recherche partenariale mettant l'accent sur la construction du mouvement, y compris des projets pilotes participatifs et la cartographie des résultats de l'économie sociale.

RECOMMANDATION 5

Créer un groupe et une stratégie de communication et de sensibilisation à l'intention du gouvernement, afin d'encourager la coconstruction des politiques publiques avec tous les ordres de gouvernement

Il s'agirait plus particulièrement de soutenir les provinces et les territoires qui n'ont pas de cadre stratégique, mais qui affichent un intérêt marqué pour les résultats visés par les politiques publiques directement liées à l'économie sociale (p. ex. la réduction de la pauvreté et le développement durable). On envisage d'élaborer des stratégies de communication et de sensibilisation similaires avec d'autres intervenants clés (p. ex. les syndicats, le secteur privé, les organisations philanthropiques). Enfin, on considère également recruter les chefs de file de l'économie citoyenne dans tous les secteurs d'activité.

RECOMMANDATION 6

Élaborer un mécanisme de commerce interne afin de multiplier l'achat de biens et de services entre les organismes d'économie sociale

RECOMMANDATION 7

Appeler les établissements d'enseignement et les organisations de professionnels, intéressés à bâtir une économie citoyenne, à entamer un dialogue sur la façon dont on peut améliorer l'apprentissage informel et formel et le rendre plus accessible afin de préparer la relève et de renforcer les compétences au sein des actrices et des acteurs de l'économie sociale. Ce dialogue examinerait également comment adapter le programme d'enseignement aux réalités économiques.

RECOMMANDATION 8

Utiliser les résultats de recherche sur les modèles efficaces de développement, de financement et d'aide technique dans le but de promouvoir la mise en place de modèles d'économie sociale adaptés dans d'autres régions

À cet égard, il est recommandé d'œuvrer au développement de ces modèles conjointement avec les partenaires concernés et de réunir un groupe d'experts techniques de partout au Canada pour élaborer des moyens d'adapter les modèles et les stratégies efficaces, en matière de financement par exemple, aux besoins de l'économie sociale et pour les mener à bien. Ainsi, on regrouperait les ressources et les mettrait à la disposition des partenaires.

Atelier 6

LUNDI 31 MAI, 13 H 30 – 16 H 30

AZRIELI THEATRE 302

Bâtir une économie citoyenne mondiale

À l'heure actuelle, la mondialisation touche toujours plus les économies locales. Les décisions prises par les grandes instances internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce, ou encore les accords entre entreprises transnationales, ont des répercussions sur l'ensemble des pays et des communautés de la planète. Parallèlement à la croissance de la mondialisation, nous avons assisté à l'émergence de grands enjeux mondiaux tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, le ralentissement économique et financier.

Ainsi, que ce soit au Canada ou ailleurs, il s'avère qu'il est essentiel de renforcer les organisations de la société civile pour bâtir une économie citoyenne et responsable, qui répond aux préoccupations suscitées par les crises sociale et environnementale actuelles. Toutefois, une économie citoyenne ne peut se construire de façon isolée, dans une seule région ou dans un seul pays. L'économie mondiale est tellement globalisée qu'à tout moment, ce qui se passe ailleurs a nécessairement des conséquences sur toutes les communautés de la planète, qu'on le veuille ou non.

Il est évident que pour progresser vers la construction d'une économie citoyenne partout dans le monde, il est fondamental de partager les connaissances et les expériences en matière d'activités économiques et de politiques publiques. Le réseautage entre les différentes organisations, à l'échelle locale et internationale, s'avère être un outil indispensable, car il faut développer des analyses et des stratégies communes. Il faut s'appuyer mutuellement, il faut apprendre les uns des autres et il faut être organisé pour mener à bien des activités de promotion, de développement, de commerce équitable et de défense des intérêts. La coconstruction de politiques publiques au service d'une approche d'économie citoyenne dépend de cet engagement.

Notre vision est internationaliste et solidaire. Nous n'avons qu'une seule planète; nous appartenons à une même humanité. La solidarité joue donc un rôle déterminant.

Présentations de l'atelier

PRÉSIDENTE

ETHEL CÔTÉ
Centre canadien pour le
renouveau communautaire

PERSONNES-RESSOURCE

ROCH HARVEY
CECI (Centre d'étude et de
coopération internationale)

MADANI KOUMARE
Réseau national d'appui à
la promotion de l'économie
sociale et solidaire - Mali

YVON POIRIER
Comité international – Réseau
canadien de DÉC

KAREN TAKACS
Carrefour canadien
international

RECOMMANDATION 1

Promouvoir une économie citoyenne, dont l'économie sociale et solidaire, partout sur la planète

Pour ce faire, nous nous engageons à travailler sur une base égalitaire, par l'intermédiaire de réseaux, avec les organismes des autres pays et continents qui œuvrent dans cette voie.

RECOMMANDATION 2

Sensibiliser nos organismes respectifs et la population canadienne aux Objectifs de développement du millénaire (ODM) des Nations Unies (qui stipule que 0,7 % du PIB soit dédié à l'aide au développement officielle)

De plus, nous nous joignons à celles et ceux qui recommandent de porter cet objectif à 1,0 % du PIB.

RECOMMANDATION 3

Soutenir la mise en place d'une taxe de solidarité internationale telle qu'une taxe sur les opérations financières.

RECOMMANDATION 4

Faire reconnaître l'importance cruciale de la prise en main par les membres de la communauté de leur propre développement et le rôle fondamental que joue la société civile dans cette approche.

RECOMMANDATION 5

Sensibiliser les membres de nos organismes respectifs, et la population en général, aux enjeux du développement et de la construction d'une économie citoyenne au Canada et dans le monde, sans aucun laissé-pour-compte.

RECOMMANDATION 6

Promouvoir la réglementation de l'ensemble du commerce international selon les principes de justice et d'équité, garantissant des conditions de travail et des salaires décents, et ce, dans le respect de l'environnement

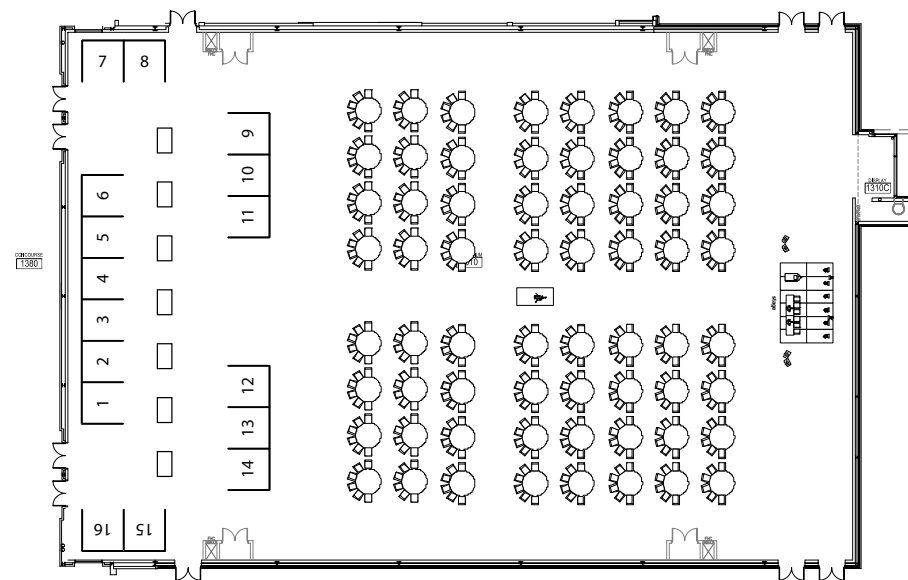
RECOMMANDATION 7

Encourager l'échange des connaissances et la coconstruction de politiques publiques favorables à une économie citoyenne, axée sur les besoins des populations et des communautés, à l'échelle locale, nationale et internationale.

Foire commerciale - Guide des exposants

HORAIRE

Dimanche 30 mai 2010, 18 h – 22 h
Lundi 31 mai 2010, 8 h 30 – 17 h 30
Mardi 1er juin 2010, 8 h 30 – 16 h 30



N° 4 Le Réseau canadien de développement économique communautaire (DÉC)

Bianca Mathieu
510-350 Sparks St., Ottawa, ON K1R 7S8
Tél. : 1-877-202-2268 | Téléc. : 613-594-2917
info@ccednet-rcdec.ca | www.ccednet-rcdec.ca

Dirigé par ses membres, le Réseau canadien de DÉC s'engage à renforcer les collectivités par la création d'opportunités économiques visant l'amélioration des conditions sociales et environnementales. Nous rassemblons les gens et les organismes dans le souci d'encourager le partage des connaissances et d'édifier une voix collective de soutien au DÉC. Nos membres font partie d'un mouvement qui, face aux problèmes locaux et mondiaux, élabore des solutions axées sur les collectivités.

N° 9 L'Association des coopératives Du Canada (ACC)

John Anderson
400-275 Bank St, Ottawa, ON K2P 2L6
Tél. : 613-238-6711 | Téléc. : 613-567-0658
info@coopscanada.coop | www.coopscanada.coop

L'ACC est une association nationale créée pour les coopératives canadiennes. Elle représente plus de neuf millions de membres appartenant à plus de 2 000 coopératives et caisses de crédit. Elle a pour mission de promouvoir, de développer et d'unifier les coopératives et les caisses de crédit dans le meilleur intérêt des personnes au Canada et dans le monde.

N° 5 Le Centre canadien pour le renouveau communautaire (CCRC) et The British Columbia-Alberta Research Alliance on the Social Economy (BALTA)

Don McNair
1601-25 Ave.
Vernon, BC V1T 1M8
Tél. : 250-542-7057
mcnair@cedworks.com
www.cedworks.com

Le CCRC s'engage à élaborer des solutions et à proposer des adaptations aux défis critiques découlant des changements climatiques et du pic pétrolier. Notre priorité est de travailler avec les communautés pour accroître leur résilience, en particulier leur capacité à satisfaire équitablement leurs besoins alimentaires, énergétiques, financiers, en habitation et leurs moyens de subsistance durables. BALTA est une coalition d'organismes et d'universités qui coordonne et mène des recherches en économie sociale et sur ses pratiques dans l'Ouest canadien.

N° 11 Le Centre canadien d'économie sociale (CCÉS)

Ian MacPherson
TEF 212-2300 McKenzie
Avenue, Victoria, BC V8P 5C2
Tél. : 250-472 4976
Téléc. : 250-472-4541
secoord@uvic.ca
www.socialeconomyhub.ca

Le CCÉS est une alliance de recherche universités-communautés entre l'Université de Victoria et le Réseau canadien de DÉC. Le CCÉS est dirigé par les deux organisations avec les conseils et l'apport du Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale, une collaboration entre six centres régionaux de recherche, leurs partenaires communautaires et le CCÉS. Il vise à favoriser la compréhension de l'économie sociale auprès de la société canadienne, des gouvernements et des universités.

N° 10 Le Chantier de l'économie sociale

Marie-Hélène Méthé | 4 200 rue Adam, Montréal, Québec H1V 1S9
Tél. : 514-899-9916 | Téléc. : 514-899-0114
mariehelene.methe@chantier.qc.ca | www.chantier.qc.ca

Le Chantier de l'économie sociale est un organisme sans but lucratif dont la mission est de promouvoir et de développer l'économie sociale. Le Chantier regroupe des réseaux d'entreprises sociales œuvrant dans des secteurs variés, les représentantes et les représentants des principaux mouvements sociaux du Québec et les acteurs du développement régional de toutes les régions de la province.

N° 3 Office national du film du Canada Le documentaire Web PIB

Sophie Thouin | 3155, Côte-de-Liesse, Montréal, QC H4N 2N4
Tél. : 514-283-3619 | S.Thouin@nfb.ca | <http://gdp.nfb.ca>

PIB – L'indice humain de la crise économique canadienne est un documentaire Web social. D'une durée d'un an, ce documentaire social entièrement conçu pour le Web sera constitué de plus de 200 films et essais photographiques d'une durée de 4 minutes afin de créer une mosaïque qui examine comment les Canadiennes et de Canadiens vivent cette crise. PIB va au cœur des communautés du pays et crée un récit interactif des incidences de la récession sur la vie d'hommes et de femmes qui partagent leur nouvelle réalité. Ces témoignages rendent compte des échecs de ces Canadiennes et de ces Canadiens, de leurs luttes, de leur résilience, de leur ambition, de leur soif de renouvellement et de leur inventivité

N° 2 CUSO/VSO

Catherine Beach | 44 Eccles Street, Suite 200, Ottawa, ON K1R 6S4
Tél. : 613-829-7445 x 232/1-888-434-2876 x 232 | Téléc. : 613-829-7996
catherine.beach@cuso-vso.org | www.cuso-vso.org

CUSO-VSO est un organisme de développement international faisant appel à des coopérants-volontaires. Nous travaillons dans plus de 40 pays et selon six objectifs de développement : l'éducation, le VIH et le SIDA, l'intégration des personnes handicapées, la santé, la sécurité des moyens de subsistance et la participation et gouvernance. CUSO-VSO fait activement le recrutement de coopérants-volontaires dans une gamme de professions en partenariat avec les organismes locaux et nationaux du monde entier.

N° 14 La Siembra

4 Florence Street, Suite 210, Ottawa, ON K2P 0W7
Tél. : 613-235-6122 | Téléc. : 613-235-6877
info@lasiembra.coop | www.lasiembra.coop

La coopérative La Siembra offre des produits du commerce équitable certifiés biologiques de haute qualité, sous les marques Cocoa Camino et Cuisine Camino. Ainsi, la coopérative contribue à l'amélioration des moyens de subsistance de ses partenaires paysans et au bien-être des communautés, ici et ailleurs.

N° 6 Leading Boards/Réseau C.A.

Jean-Marc Félio | 2270 Bennett, 2nd Floor, Montréal, QC H1V 2T5
Tél. : 514-664-5377 | Téléc. : 514-253-0807
jean-marc.felio@reseauca.net | www.leadingboards.com

Leading Boards/Réseau C.A. est un portail Web qui met à la disposition des administratrices et administrateurs des salles de gestion virtuelles sur la gouvernance et les bonnes pratiques. Leading Boards/Réseau C.A. offre des ressources aux organismes sans but lucratif et aux ONG dans le domaine de l'accès à l'information et de l'innovation afin d'aider les conseils d'administration bénévoles à réaliser une haute performance.

N° 13 Programme Uniterra

Cassandra Blier
1404 Scott
Ottawa, ON K1Y 4M8
Tél. : 1-800-267-8699, #3664
Téléc. : 613-798-0990
CBlier@WUSC.ca
www.uniterra.ca

Uniterra est un programme de volontariat international mis en œuvre par l'EUMC et le CECI. Uniterra offre la possibilité à des citoyennes/citoyens et à des organisations du Canada de contribuer à la réduction de la pauvreté dans le monde. Ce programme soutient des initiatives de développement économique communautaire menées par des organismes et des réseaux de neuf pays en développement. Au Canada, Uniterra collabore avec des partenaires tels que le Réseau canadien de DÉC dans le cadre d'activité de développement durable.

N° 12 The Social Economy Centre

Laurie Mook
252 Bloor St. W., Room 5-187
Toronto, ON M5S 1V6
Tél. : 416-978-0907
Téléc. : 416-926-4749
[lmook@](mailto:lmook@www.sec.oise.utoronto.ca)
www.sec.oise.utoronto.ca

Le Social Economy Centre est une alliance de recherche universités-communautés entre l'Université de Toronto, Imagine Canada et de l'Ontario Co-operative Association. Son objectif est d'améliorer les capacités de recherche et de développement en économie sociale dans le Sud de l'Ontario et de générer une synergie entre les chercheuses/chercheurs et les praticiennes/praticiens, qui travaillent de façon isolée, par l'intermédiaire de cinq réseaux de recherche et de pratiques qui en fin de compte contribueront à un mouvement

**POUR CONTACTER LES
ORGANISATEURS ET EN CAS
D'URGENCE**

**Matthew Thompson
647-238-8546**

Merci à nos partenaires financiers

COMMANDITAIRES PRINCIPAUX ET ASSOCIES



Canada



ORGANISMES PARTENAIRES



CAUSEWAY

